

PRODUIT	1986	1987	1988	1989
Téléviseurs (noir et blanc)				
Téléviseurs en couleurs				
Chaînes stéréophoniques				
Éléments acoustiques				
Radios (y compris pour voitures)				
Radios/magnétophones				

Source : Données de la chambre nationale des industries l'électronique et des communications (CANIECE)

4.4 MATÉRIEL DE BUREAU

Le gouvernement n'a jamais mis au point un plan d'expansion axé précisément sur ce secteur. Les mesures adoptées pour remplacer les importations ont favorisé le développement local de ce secteur, comme elles l'ont fait pour les autres secteurs de l'industrie de l'électronique. Depuis sa création durant les années 60, toutefois, le secteur du matériel de bureau a subi les répercussions des mesures d'incitation prises par le gouvernement pour stimuler les exportations. Ce secteur est donc orienté vers l'exportation et les entreprises étrangères y jouent un rôle prédominant. Les stratégies d'exportation ont aussi été favorisées par les tarifs préférentiels applicables aux échanges avec les pays d'Amérique latine et établis par l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI).

Le commerce des pièces, des composants et des produits finis a été libéralisé en 1985, donc plus tôt dans ce secteur que dans les autres secteurs de l'industrie de l'électronique. Les fabricants ont dû faire face à la concurrence étrangère sans l'aide du gouvernement sous forme de stimulants fiscaux ou de toute autre mesure. C'est au début de 1987 seulement que les fabricants de matériel de bureau ont pu bénéficier de tarifs préférentiels qui ont été majorés à 10 % depuis, ce qui les rend nettement moins avantageux.

Selon les estimations, la valeur de la production locale de machines et de matériel de bureau a atteint environ 190 millions de dollars en 1989 et répondait à environ 70 % de la demande totale. La production a atteint sa valeur maximale de 298 millions de dollars en 1981, niveau qui n'a jamais été égalé depuis. La production de 1989 ne représentait que 65 % de ce niveau record, mais elle a augmenté, de façon générale, depuis 1986. Cette augmentation est attribuable en partie à la cessation des activités de certaines entreprises touchées par